



assemblée générale où il est très difficile de donner son avis.

Un certain nombre de travailleurs, parmi les plus combattifs, a tendance à se décourager et à considérer qu'ils ne peuvent rien faire dans les syndicats. Ne nous faisons pas d'illusions : les révolutionnaires ont et auront du mal à faire entendre leur voix dans le syndicat. Mais ce n'est pas une raison pour le désert.

Car le syndicat, c'est l'arme des travailleurs. Les révolutionnaires doivent lutter pour qu'il soit l'arme de tous les travailleurs. En effet, il y a dans le syndicat des travailleurs qui appartiennent à différents partis politiques : le PC, le PS, le PSU et les organisations révolutionnaires. Il y a également des travailleurs qui ne sont dans aucune organisation politique. Le respect de la démocratie syndicale implique la reconnaissance du droit pour tous les courants fondamentaux du mouvement ouvrier de s'exprimer ouvertement, de donner clairement leur position sur tel ou tel problème. Il implique donc le droit de tendance, le droit de se mettre à plusieurs pour défendre une position précise, d'écrire des textes et de pouvoir les défendre lors d'un congrès par exemple.

Ce droit de tendance ne paralyse pas le syndicat si la discipline syndicale est respectée et si chaque tendance s'engage à respecter les décisions des travailleurs en lutte. Ainsi, si le contenu d'un tract ou une revendication a été réellement décidé

démocratiquement, après un débat, par la majorité, les courants minoritaires s'inclinent devant la décision majoritaire et distribuent le tract. Respecter le droit de tendance, c'est la meilleure façon de combattre toutes les pratiques manipulatoires des dirigeants syndicaux. Les différentes positions fondamentales défendues dans le syndicat doivent être connues de l'ensemble des travailleurs si on veut que le syndicat soit une organisation de masse où tous puissent se reconnaître, quelle que soit leur idéologie.

Aujourd'hui, de nombreux travailleurs combattifs sont découragés et écœurés, ils ont souvent envie de quitter le syndicat. Mais quitter les syndicats n'affaiblit pas les directions syndicales, au contraire, ça les laisse libres de

poursuivre leur politique sans obstacles.

Nous devons dès maintenant demander des comptes à nos dirigeants. Nous devons leur faire comprendre qu'ils ne sont pas les « patrons » du syndicat, mais que le syndicat est l'arme de tous les travailleurs, que les travailleurs les plus combattifs doivent eux aussi avoir droit à la parole, même s'ils ne sont pas d'accord avec les bureaucrates syndicaux.

Cela suppose une lutte, particulièrement dans la CGT, pour le droit d'expression de tous les courants au sein du syndicat. Mais, pour mener ce combat, les travailleurs qui ont compris le rôle de frein des actuels dirigeants syndicaux, doivent militer au sein des syndicats ouvriers.

#### POUR LA PRISE EN MAINS DES LUTTES PAR LES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Pour que la lutte soit la plus efficace possible, il faut que l'ensemble des travailleurs puisse à tout moment la diriger et la contrôler. Ce n'est que si tous les travailleurs, aussi bien les syndiqués que les non syndiqués, les combattifs que les plus mous, peuvent influencer sur le déroulement de leur mouvement qu'ils s'en sentiront réellement responsables.

C'est pourquoi nous faisons tout pour que des comités de grève soient élus, car eux seuls permettent d'associer l'ensemble des grévistes, syndiqués et non syndiqués, à l'organisation de la lutte.



Le comité de grève doit être formé des grévistes en qui leurs camarades ont le plus confiance. Chacun de ses membres doit être révocable à tout moment. Ainsi, l'assemblée générale journalière des grévistes, seule apte à prendre des décisions, peut contrôler ses élus. C'est une garantie que chaque élu défende correctement les intérêts des grévistes. Ces comités de grève ont pour tâche d'organiser matériellement la grève et de faire des propositions à l'assemblée générale en ce qui concerne la poursuite de la lutte. Des commissions de discussion sur les revendications, sur les problèmes politiques de l'heure, peuvent être organisées pour intéresser les travailleurs et maintenir leur mobilisation. Les comités de grève par département élisent un comité central de grève, chargé d'organiser la lutte au niveau de l'usine. Seul le comité central est habilité à discuter avec la direction et à présenter à l'assemblée générale les propositions patron